

AUBERVILLIERS LA MONDIALISATION MALHEUREUSE

Par Daoud Boughezala

Si les JT n'ont découvert Aubervilliers qu'après l'assassinat d'un couturier chinois cet été, cela fait déjà quelques années que la coexistence entre communautés n'y est plus très pacifique. Plongée dans le laboratoire multiculturel du 93.

Une pub pour Benetton : voilà ce que découvre le Parisien égaré à Aubervilliers. Le soir venu, à la sortie du métro Quatre Chemins, un paysage bigarré s'étale devant ses yeux : Fantômettes africaines voilées de pied en cap, vendeurs de Marlboro de contrebande, commerces chinois et cafés 100 % masculins façon bled jalonnent l'avenue Jean-Jaurès.

« Et dire qu'il y a vingt ou trente ans, c'était les Champs-Élysées d'Aubervilliers. Depuis quelques années, ici, entre les sans-papiers tunisiens ou égyptiens qui vendent des cigarettes de contrebande, les Sri Lankais et les Capverdiens qui boivent dans la rue, tu ne te sens plus en France... », se lamente Senda, une Albertivillarienne d'origine maghrébine.

Mosaïque multiethnique en forme de cœur, Aubervilliers pourrait figurer le rêve éveillé des apôtres du « multicul ». Sur le plan économique, les atouts ne manquent pas : la proximité avec Paris, bientôt renforcée par le rallongement de la ligne 12 du métro, ainsi que deux pôles majeurs : le Fashion Center et La Plaine-Saint-Denis. Numéro un des centres de vente en gros d'Europe, le premier regroupe 288 entreprises de confection. Inauguré en 2015 à l'emplacement des anciennes échoppes de textile, ce « Sentier chinois » autour duquel gravitent des milliers de travailleurs asiatiques rapporte une manne d'impôts locaux à la ville. Quant aux bureaux de La Plaine-Saint-Denis, à cheval sur les communes d'Aubervilliers et de Saint-Denis, sur les décombres d'anciens entrepôts industriels, ils renflouent généreusement les caisses de la mairie, grâce aux sièges des grandes entreprises qui y sont implantées. Sous le long règne (1984-2003) de Jack Ralite, ministre communiste de François Mitterrand, Aubervilliers, 82 000 âmes, s'est dotée d'infrastructures culturelles à faire pâlir n'importe quelle préfecture. Dans ce « petit coin perdu au bout de la misère » que chantait Léo Ferré¹, ouvriers, intellectuels et classes moyennes se partageaient entre le cinéma, les médiathèques, le centre nautique et le théâtre national de la Commune, fleuron de ce bout de France rouge.

Mais ce passé est révolu. Aujourd'hui, malgré ce potentiel extraordinaire, c'est dans la rubrique « Faits divers » qu'on entend le plus souvent parler d'Aubervilliers. Ainsi, dans la nuit du 7 août, un couturier chinois a été violemment rançonné par une bande de jeunes, comme disent pudiquement les médias. Chaolin Zhang, 49 ans, ne possédait que des cigarettes et des friandises mais les clichés ont la vie dure. Ses agresseurs, trois voyous d'origine maghrébine, en avaient en effet après le sac d'un autre Chinois qui l'accompagnait, aussi ont-ils roué de coups les deux hommes avant de s'enfuir, laissant Chaolin gisant au bas d'une tour. Une heure durant, ce pauvre hère appellera à l'aide, sans qu'aucun Bon Samaritain ne daigne réagir. Il décédera cinq jours plus tard. Ses bourreaux ne seront retrouvés qu'au bout de plusieurs semaines, grâce à un témoignage →

Marché d'Aubervilliers, septembre 2016.



Manifestation du collectif « Sécurité pour tous », Paris, 4 septembre 2016.

anonyme et aux images de leur fuite captées par une caméra (privée) de vidéosurveillance. Sitôt les coupables connus, la maire communiste d'Aubervilliers Meriem Derkaoui condamne bien entendu cette « tragique agression » et appelle simultanément « chacune et chacun à ne pas tomber dans le piège de la division et des amalgames qui engendrent tant de souffrances » tout en stigmatisant le racisme antichinois. L'aveu est lâché : craindre l'amalgame, c'est désigner les coupables. En l'occurrence, des enfants de l'immigration habitant la cité Lénine (cf. encadré p. 64), un Maghrébin et deux Africains, dont l'un, sous contrôle judiciaire, devait déjà répondre d'une vingtaine d'agressions contre des Chinois.

Nombre de Chinois se font régulièrement détrousser par des adolescents noirs qui gravissent ainsi l'échelle de la criminalité.

Pour la communauté asiatique d'Aubervilliers, c'est le drame de trop. Deux rassemblements sont organisés au mois d'août dans la ville, puis une grande manifestation

parisienne se tient début septembre pour protester contre le nombre croissant des rackets anti-asiatiques, réunissant des milliers de Chinois avec le soutien affiché de la mairie. Non sans raison, certains voudraient faire de ce drame une affaire Ilan Halimi asiatique : attacher aux Chinois l'image de commerçants aisés aux poches pleines d'argent rejoint le cliché antisémite du Juif forcément plein aux as.

Jackie Troy, vice-présidente du Conseil représentatif des associations asiatiques de France (Craaf), exprime sans détours ce que beaucoup pensent tout bas : « On sait très bien qui nous attaque. Ce ne sont pas des Blancs, mais des gens de type nord-africain. » À son image, beaucoup d'Asiatiques excédés par la multiplication des rançonnages feraient aujourd'hui passer Renaud Camus pour un militant de France terre d'asile. Parmi les Chinois et Vietnamiens d'Aubervilliers, on souffre du syndrome du premier de la classe, envié et tabassé par ses petits camarades : « La France nous a ouvert la porte pour nous accueillir. On est arrivés plus pauvres que d'autres communautés, avec en plus la barrière de la langue. On s'en est sortis par le travail, c'est la différence entre eux et nous », avance Jackie.

Le phénomène des vols avec violence contre les Asiatiques va s'aggravant, ainsi que le confirme Jean-

François Monino, maire adjoint à la Sécurité d'Aubervilliers. De janvier 2015 à janvier 2016, le nombre de dépôts de plaintes de travailleurs chinois a triplé dans la ville, sachant que « beaucoup ne portent pas plainte, car ils sont mal accueillis au commissariat ou ont du mal à comprendre le français », concède l' élu. En cause, l'image des Asiatiques réputés transporter de l'argent liquide sur eux, ce qui en fait une proie prisée des délinquants.

« On est les derniers arrivés, donc les souffre-douleur des autres. En 2012-2013, les commerçants asiatiques de la porte d'Aubervilliers ont payé eux-mêmes l'installation de 40 caméras de surveillance grâce à l'aide du préfet Lambert [Ndlr : alors en poste en Seine-Saint-Denis et proche de Nicolas Sarkozy] », explique Ling Xi, opposante LR au conseil municipal. Aubervilliers la multiculti héberge-t-elle deux camps retranchés à la rivalité indéracinable ? À l'image du profil métissé des agresseurs de Chaolin, la réalité se révèle plus complexe. « Ce sont surtout des Africains qui agressent les Chinois », nuance Ling Xi. Au sein des bandes multiethniques, les Maghrébins commandent les « Blacks », selon une hiérarchie interne imperturbable. Nombre de Chinois employés au Fashion Center se font régulièrement détrousser par des adolescents noirs qui gravissent ainsi l'échelle de la criminalité. Une sorte de rite d'initiation d'autant plus cruel qu'un commerçant

La longue marche des Chinois à Belleville

Dès juin 2010, les commerçants asiatiques de Belleville avaient défilé en masse et rallié le collectif Sécurité pour tous en signe de double protestation : à la fois contre les vols répétés dont ils étaient victimes et la tentation d'autodéfense que caressaient certains de leurs leaders, suspectés de vouloir imposer une milice privée et un impôt de type mafieux. « On voulait éviter que ça devienne le Bronx », se souvient l'un des protagonistes. La légende urbaine veut qu'un ancien légionnaire d'origine chinoise ait dégainé son arme à la sortie d'un grand restaurant de la rue de Belleville où festoyaient les invités d'un mariage asiatique – occasion au cours de laquelle les commensaux offrent traditionnellement aux époux des enveloppes pleines de billets. Grâce à l'action de la police, les bandes de « zyvas » qui soutiraient du cash aux Asiatiques bellevillois ont alors été neutralisées... pour mieux s'égailler en Seine-Saint-Denis. •

© Patrick Pehele

chinois isolé ne peut résister face à une escouade de lascars. Depuis un an, les femmes asiatiques isolées rentrant seules le soir ont droit aux rondes de nuit d'une milice improvisée, certes désarmée, mais qui ne laisse pas d'inquiéter la mairie...

Jusque dans ses quartiers les plus chauds, Aubervilliers n'est pourtant pas la Beyrouth des années 1970. « Il ne faut pas parler de guerre civile ! On arrive à travailler ensemble », me glisse Ling Xi avec des accents de sincérité, bien qu'Arabes et Asiatiques soient « deux groupes qui ne se connaissent pas trop », tant leurs modes de vie divergent. Mes pérégrinations aux quatre coins de la ville, le long d'une ligne de front culturelle mouvante, ont confirmé mes intuitions : plus on parle de mixité, moins on la voit, en particulier entre Jaunes et Beurs. Zéro couple mixte à l'horizon, bien peu de groupes d'amis métissés et pas davantage d'Asiatiques affalés dans les cafés où les Arabes ont leurs habitudes. « On ne peut pas vivre avec quelqu'un dont on ne partage pas les mœurs », décrète Ling Xi avec la sagesse d'un Lévi-Strauss au chevet de la Babel tricolore. « Les Chinois sont athées, mangent du porc à longueur de repas, sont casaniers et travailleurs, ils n'ont pas le temps d'aller au café », fait valoir la dynamique quadra. Et l'opposante au maire d'énumérer tous les ponts entre Chinois et Maghrébins : un entraîneur de football beur qu'elle envoie travailler à Pékin, les employées marocaines de M. Hu, le patron du Fashion Center, ses excellentes relations avec l'adjoint à la jeunesse Sofienne Karroumi, etc.

Il suffit pourtant d'interroger le péquin moyen dans un quartier d'Aubervilliers à forte concentration maghrébine pour prendre conscience de l'hostilité sourde entre les communautés. Aux Quatre Chemins, Mourad, 30 ans, Tunisien immigré il y a une dizaine d'années, me vide son sac, rassuré par notre conversation en arabe dialectal. Attablés au restaurant Sidi Bou Saïd, je l'écoute dégoiser sans filtre : « Jamais un Chinois ne cherche la merde... mais c'est tous des mafieux ! Comme ils ont de l'argent liquide sur eux, parfois ça tourne mal. Belleville est à eux maintenant (cf. encadré ci-contre). Les juifs en sont partis et les Chinois sont dans tous les trafics. Ils ne portent jamais plainte pour ne pas qu'on mette le nez dans leurs affaires. » Au turbin, dans un centre commercial de Seine-et-Marne, le natif du sud tunisien côtoie quantité de commerçants et de clients asiatiques qui « achètent tous les commerces en cash grâce à des prêts illégaux » de parrains mafieux et alimentent toutes sortes de trafics. L'argument du « ils l'ont bien cherché » n'est plus très loin, à la manière de ces puritains qui condamnent le viol des femmes mais incriminent le port de la minijupe...

Comme quoi, les stéréotypes antichinois de certains Maghrébins ne le cèdent en rien à l'animosité anti-arabe d'une partie de la communauté asiatique. Pour un peu, la méfiance réciproque, déguisée en indifférence polie chez les aînés des deux groupes ethniques, donne- →

rait raison au vieil adage identitaire selon lequel la société *multiraciale* est une société *multiraciste*. Histoire de se rassurer à bon compte, l'adjoint à la Sécurité de la mairie excipe des relations commerciales entre Albertivillariens de toutes origines (« *Je connais beaucoup de commerçants chinois dont les salariés sont beurs et blacks. L'association France-Chine-Asie amène en Chine des chefs d'entreprises de toutes les communautés de la ville.* »), notamment dans le textile, pour poser un onguent sur les plaies du vivre-ensemble. Les affaires restent les affaires... Si j'ai fini par trouver un exemple de relation intercommunautaire poussée, au-delà du rapport de clients à fournisseurs, c'est en écoutant les nombreux éloges que recueille l'ex-commissaire adjointe Loubna Atta. À peine trentenaire, cette brillante fliquette d'origine égyptienne a gagné la confiance des Chinois d'Aubervilliers. Avant sa récente mutation dans la capitale, elle avait noué un partenariat efficace avec les associations asiatiques afin d'encourager les victimes à porter plainte, fussent-elles non francophones et devant se faire accompagner d'un traducteur bénévole. Ces derniers mois, sa saine politique du chiffre a permis de démultiplier les dépôts de plaintes – 150 depuis le début de l'année –, de quoi rompre l'omerta et mettre la commune devant ses responsabilités.

À l'exception d'un intermède socialiste (2008-2014) sous le mandat de Jacques Salvator, Aubervilliers n'a cessé d'être un bastion communiste depuis la Libération. Est-ce pour cette raison que la ville se voit fréquemment accusée d'inaction, voire de pingrerie à géométrie variable ? Non, mais le fait est que le budget municipal alloue 8,5 millions d'euros aux associations (souvent liées à l'Afrique ou au Maghreb) sans jusqu'ici consacrer un fiorelino à la vidéosurveillance. Le maire adjoint à la Sécurité aura attendu septembre pour annoncer l'installation de 35 caméras financées à 75 % par le Conseil régional et à 25 % par la ville, auxquelles s'ajoutent des équipements (gilets pare-balles...) pour la police municipale fournis par l'Île-de-France.

Les stéréotypes antichinois de certains Maghrébins ne le cèdent en rien à l'animosité anti-arabe d'une partie de la communauté asiatique.

« *Il a fallu ces événements malheureux pour que la mairie ouvre enfin les yeux* », soupire Jean, le lecteur de *Causeur* auquel je dois ma venue à Aubervilliers. Les tribulations de ce Québécois « lanceur d'alerte » dans ce qu'il perçoit comme la « République soviétique d'Aubervilliers » pourraient alimenter un livre entier. Depuis une dizaine

Aubervilliers : les cités vont craquer ?

Des quartiers chauds, Aubervilliers en compte une flopée. La ville a pourtant été relativement épargnée par les émeutes de novembre 2005, exception faite de quelques voitures brûlées, peut-être parce que le désordre nuit aux trafics... Dix ans ont passé et les zones sensibles ont connu des destins divergents. Parmi les dernières de la classe, la cité Lénine, sise avenue de la République, demeure un haut lieu du deal. Pris en otage, les habitants ont peur pour leurs enfants. « *Le soir, on voit les BMW ou les 4x4 des gros bonnets de la drogue attendre à la station-service en bas* », témoigne une Franco-Maghrébine de la cité, qui ne se paie pas de mots : « *Tous les nouveaux appartements vont aux Africains. Au dixième étage, vit un polygame qui a 19 enfants ! Et histoire de nous faire chier, la mairie a mis un bureau d'accueil des réfugiés dans les tours. Pour avoir une place dans la file, les émigrés y campent la veille, se battent entre eux et empêchent les habitants de dormir.* » Autre ghetto autoconstitué, La Maladrerie, jadis foyer de mixité sociale et ethnique, dont le futurisme seventies masque des ateliers d'artistes boisés et un quartier culturellement suréquipé : centre d'arts plastiques, salle des fêtes, studio d'enregistrement, foyer pour personnes âgées, centre de loisirs pour enfants n'empêchent pas la délinquance de fleurir. Au point que de plus en plus d'honnêtes commerçants fuient la cité. S'il est une embellie urbaine, Le Landy est celle-ci. Collé à La Plaine-Saint-Denis, ce quartier est le symbole du nouvel Aubervilliers, considérablement rénové par les opérations immobilières qu'y a initiées l'ancienne municipalité socialiste (2008-2014). Au grand dam de ses alliés communistes, l'ex-édile Jacques Salvator avait fait raser les habitats insalubres et autres taudis contrôlés par des marchands de sommeil pour distribuer des permis de construire à des promoteurs immobiliers. De l'habitat social, semi-social et privé à taille humaine s'est ainsi substitué aux logements de fortune qu'occupaient les sans-papiers africains accueillis par Jack Ralite dans les années 1990. Une révolte ? Non, une révolution (petite)-bourgeoise ! •

d'années, il ronge son frein avec sa femme française dans leur vaste appartement-studio de tournage où « *personne ne veut venir* » par crainte de l'insécurité. À quelques centaines de mètres des barres HLM en bas desquelles Chaolin Zhang a été agressé, Jean vit à la confluence de tous les paradoxes : les bars à pochtrons voisinent avec les barbus en qamis et leurs épouses voilées. Des gens rachètent un local, en font un boui-boui servant de lieu de deal, de prostitution ou de rencontre entre caïds. En sept ans, Jean a fait fermer trois bars de licence III dans le voisinage de l'école et de la synagogue – ce que la loi interdit ! - sur intervention de la préfecture.

C'est sans gants aucun que cet ancien de la marine fustige le clientélisme local : « *La plupart des Blancs quittent cette poubelle à ciel ouvert, les prix de l'immobilier baissent, et la mairie communiste empêche la boboisation en maintenant 40 % de logements sociaux !* » Un jour qu'il les invitait à décamper, les dealers de shit du coin l'ont bravé : « *On n'est pas au Québec, ici ! Je vais te tabasser devant ta femme !* » Nous voilà dans du Guilluy au carré : ne supportant plus l'invasion des chichas dans la rue après 19 heures, le spectacle des « *prostituées blacks qui courent après leurs proxénètes avec des barres de fer* », Jean en est réduit à défendre un « souverainisme d'en bas ». Voilà qui parle à un Québécois, déjà minoritaire dans son propre pays, ayant maille à partir avec son environnement

urbain français. Un immeuble se construit avec 90 % de logements occupés par les Chinois ? Divine surprise ! « *La majorité de l'école du coin est peut-être en train de basculer* », se réjouit Jean, allié de facto aux Asiatiques au sein de l'association Union Citoyenneté Vigilance qu'il est en train de mettre sur pied. Dans une situation de séparatisme ethnique qui fleure bon le Liban, chacun se compte, développe des stratégies d'évitement et pactise avec ses lointains cousins d'infortune.

Ce ne sont pas les médiateurs² de nuit (« *Tous des Maghrébins* », me souffle-t-on) qui lui sauveront la mise. Engagés par l'ancienne majorité, ces six travailleurs sociaux précaires étaient censés prévenir la délinquance à eux seuls. Faute de moyens – ou de volonté politique ?-, la ville ne paie qu'une partie minime du salaire de ces jeunes gens embauchés à la demande des bailleurs et des commerçants, lesquels assurent l'essentiel de leur rétribution. « *On ne les voit jamais alors qu'ils sont censés travailler de 17 heures à 23 heures* », se plaint Ling Xi qui préconise un recrutement ethniquement plus diversifié. Un fait objectif ne l'aide pas à plaider sa cause : sur les milliers d'Asiatiques qui y travaillent, peu résident et votent à Aubervilliers...

Auprès d'autres clientèles arithmétiquement plus alléchantes, les rissettes vont parfois très loin. Au mois →



© Hannah Assouline

Nadia et Nadia, du collectif « Femmes sans voile ».



Les Femmes sans voile : « Les jeunes des quatrième et cinquième générations sont les plus radicalisés. On est foutus. »

de février, un fait divers troublant a mis en lumière l'opacité de certaines promotions au sein de l'administration communale. Un dénommé Gharib K., embauché comme vigile de la mairie en 2001 et fraîchement nommé directeur du service Entretien de la ville, a été condamné à six mois de prison dont trois avec sursis pour des menaces de mort proférées quelques mois plus tôt au nom de... l'État islamique. Des drapeaux noirs de Daech ont été saisis chez ce repris de justice sympathisant de la mouvance djihadiste, qui nie tout en bloc. Dans sa grande magnanimité, la mairie communiste avait promu Gharib K. sans entretien d'embauche, après qu'il eut mené une campagne victorieuse pour le compte du PCF. « La municipalité honore ses promesses de campagne avec de l'argent public par les promotions ou les embauches », accuse Senda.

À force de faire rimer népotisme avec communautarisme, a-t-on condamné notre modèle assimilationniste ? Pas question de baisser les bras, répond une poignée de militantes féministes de culture musulmane farouchement attachées à leurs valeurs laïques. Leur association Femmes sans voile, créée fin 2013, est née de la volonté de quelques Franco-Maghrébines investies dans le collectif Place aux femmes, lequel entendait redonner au beau sexe la place qui lui est due dans l'espace public, notamment à l'intérieur des cafés remplis d'hommes. Le refus

du voile islamique étant plus clivant, toutes n'ont pas suivi mais Nadia Benmissi, professeur de technologie et Nadia Ould-Kaci, secrétaire à la retraite depuis peu, claironnent en chœur : « On a un triple ennemi : les islamistes, les voyous et les misogynes. » « Ni Planel ni Zemmour » (dont elles abhorrent les raccourcis et la phallocratie) pourrait être le slogan de ces réfractaires au carcan patriarcal. Nadia Benmissi, « née et initiée au féminisme en Algérie », est arrivée à Aubervilliers voici presque vingt-cinq ans, contrairement à sa copine Nadia Ould-Kaci, « pure Beurette du 9-3 ». Toutes deux s'affligent de l'importation des us et coutumes saoudiens en banlieue parisienne. « Le voile a été le premier élément de propagande islamiste dans l'Algérie des années 1980. C'est l'inscription de la charia sur le corps des femmes venue d'Arabie saoudite. J'ai vu la situation se dégrader avec l'adoption d'un Code de la famille rétrograde en 1984. Et voilà qu'en France, s'installe un code pour notre communauté ! » s'inquiète Nadia Benmissi. Dans son collège, toutes les mères d'élèves se voilent. Beaucoup d'Albertivillariennes musulmanes couvrent le visage de leurs filles à l'extérieur de l'école lorsqu'elles n'adoptent pas carrément la burqa. Il est en effet de bon ton d'afficher sa foi de manière

dévote et ostentatoire, me confirme Mourad, le Tunisien échaudé par les Chinois. Nombre de commerçants d'origine musulmane porteraient la barbe et iraient à la mosquée dans le simple but de faire affaire en soignant leur image de marque halal, comme d'autres adhèrent à la franc-maçonnerie pour élargir leur carnet d'adresses. La source de chicayas, c'est que cet islam identitaire s'exerce aux dépens des sœurs, nie leur libre arbitre et leur droit de sortir de la religion ou de la pratiquer autrement. Conscientes de la servitude volontaire ambiante, les deux Nadia ne s'étonnent guère des révélations de l'enquête de l'institut Montaigne sur les musulmans de France, à 28 % favorables à la charia, et dont 70 % des femmes approuvent le port du hijab. L'assimilation paraît d'autant moins un long fleuve tranquille (cf. encadré ci-dessous) que la maire Meriem Derkaoui, « qui dans les années 1990 a lutté sans merci contre les islamistes algériens », craint désormais de fâcher sa base électorale. Entre autres scandales, le tapis rouge déroulé durant la fête des voisins à une jeune et dynamique salafiste, voilée comme il se doit, organisatrice d'un grand repas végan-halal à l'aide de subsides municipaux. « Les islamistes sont très organi-

sés et ont dix longueurs d'avance sur nous. Les jeunes des quatrième et cinquième générations sont les plus radicalisés. On est foutus », prophétisent-elles avec des accents de Cassandre. Le cocktail explosif entre fractures communautaires, islamisation rampante et crise sociale ne laisse rien augurer de bon.

Toutefois, certains s'autorisent à rêver tout haut devant les nombreux chantiers en passe de transformer la ville, comme si le vivre-ensemble pouvait miraculeusement surgir de terre. Certes, des futurs ateliers de Chanel au campus universitaire Condorcet, une Aubervilliers ultramoderne s'appête à naître. Les prix de l'immobilier s'en trouveront renchérissés, la ville un peu embourgeoisée. Si la coexistence entre communautés n'en sortait pas grandie, cette descente aux enfers donnerait raison au fantasme Renaud Camus : *Entre vivre ensemble, il faut choisir...* •

1. Monsieur Tout Blanc, Léo Ferré.

2. Des médiateurs à ne pas confondre avec les éducateurs de rue payés par le conseil départemental, que les Albertivillariens croisent encore plus rarement.

Étrangers d'Aubervilliers : le mémoire retrouvé

C'est une petite pépite que j'ai exhumée au hasard de mes recherches bibliographiques. Intitulé *Étude de la population étrangère dans une banlieue ouvrière : le cas d'Aubervilliers*, ce mémoire de maîtrise en géographie à Paris-IV a été rédigé par une certaine Guiza Tapa en 1979. À cette époque où le gouvernement du centriste Raymond Barre tentait de réguler le regroupement familial et le Front national n'était qu'un parti marginal, la *reductio ad lepenum* ne proscrivait pas encore tout débat sur l'immigration.

En préambule, Guiza Tapa retrace l'histoire des flux d'étrangers à Aubervilliers. Après une première vague de travailleurs européens (Belges, Allemands, Espagnols, Italiens...) arrivés durant la révolution industrielle, débarque une main-d'œuvre coloniale afin de soutenir l'effort de guerre en 1914-1918. Dès 1926, les étrangers forment déjà 18 % de la population d'Aubervilliers ! Un demi-siècle plus tard, après une période de reflux, notamment due au jeu des naturalisations et aux mariages mixtes intra-européens, la guerre d'Algérie et les

accords de coopération avec les États africains nouvellement indépendants feront rebondir la population étrangère albertivillarienne à 24,5 %.

De sa maîtrise des dialectes sahéliens, Tapa tire une conclusion lapidaire : les Africains d'Aubervilliers (Maliens, Sénégalais, Mauritaniens) refusent de s'assimiler puisqu'ils « fuient délibérément le cadre de vie qui leur est offert pour se réfugier dans celui qu'ils se sont créé » et se désintéressent totalement de la vie scolaire de leurs enfants. Quant aux Algériens et Tunisiens d'Aubervilliers des années 1970, « entre leur désir de rester et leur manière de vivre [...] il y a une contradiction qui choque et qui est mal acceptée par une partie de la communauté française » aussi attachée à son mode de vie que réfractaire au racisme.

Décidément experte en matière radioactive, l'auteur dudit mémoire s'alarme du dépassement du « seuil de tolérance » dans « plusieurs écoles » d'Aubervilliers où le nombre d'étrangers oscille entre 25 et 30 %. Que dirait-elle de la situation présente ? J'ignore ce qu'est devenue l'étudiante Tapa Guiza, dont je n'ai trouvé aucune trace sur internet ou à l'université. De grâce, présidentiables de tous les partis, faites-en votre ministre des Affaires sociales ! •